

« **Climat : deux pas en arrière, trois pas en avant** »

L'écologisme ne va pas aussi mal qu'on nous le dit...

Didier Desrimais

-

31 janvier 2026



Paris, quais de Seine,
septembre 2019 ©
BALEYDIER/SIPA

Si les formations sur le climat, concurrencées par celles sur l'IA, font traverser une crise inédite et regrettable aux « *acteurs de la sensibilisation à la transition écologique* », comme l'écrit élégamment *Le Monde*, les idéologues sont loin d'avoir dit leur dernier mot... Révélation.

Ceux qui en ont soupé des injonctions écologistes – et ils sont de plus en plus nombreux – ont dû rire dans leurs barbes à la lecture du *Monde* du 12 janvier.

En effet, le quotidien nous apprend que « *les acteurs de la sensibilisation à la transition écologique traversent une crise* ». Malheureusement, « *2025 fut une année catastrophique* » pour

Ecolearn, une société spécialisée dans la formation à la transition écologique, formation destinée aux employés des sociétés bernées par le concept fumeux de « *responsabilité sociétale des entreprises* ». Ce concept, élaboré par l'État afin que lesdites sociétés acquièrent « *des pratiques plus éthiques et plus durables dans leur mode de fonctionnement* », s'est avéré être un énième machin techno-bureaucratique favorisant, une fois de plus, la création d'associations et d'organismes privés profitant du système pour s'en mettre plein les poches. Mais toutes les bonnes choses ont une fin : *Ecolearn* « *a vu fondre de 45% le nombre de participants à sa formation certifiante "Manager la durabilité en entreprise"* ».

De son côté, « *l'atelier collaboratif* » *2tonnes* « *accuse une diminution de 30% en deux ans du nombre des participants à son atelier grand public visant à construire une trajectoire de décarbonation de la France* », se lamente *Le Monde*. Et ce n'est pas fini : l'association *La Fresque du climat*, dont nous allons reparler ci-après, ne compte plus que 18 salariés, contre 65 il y a encore deux ans. Quant au cabinet de conseil en stratégie sur le climat *Blue Choice*, il vient carrément de mettre la clé sous la porte.

La raison de cette débâcle tient en une phrase : les entreprises ont décidé d'utiliser une bonne partie de leurs budgets de formation à un phénomène qu'elles considèrent être autrement plus important pour leur avenir : l'IA.

L'écologisme : une idéologie plus qu'une science

L'enthousiasme des climatosceptiques doit cependant être tempéré.

L'écologisme a infesté tous les lieux de pouvoir. La majorité des instances nationales, internationales, associatives, parlementaires, médiatiques et universitaires, en sont bien imbibées. Cette idéologie pernicieuse, à la manœuvre depuis quarante ans, a activement concouru à la ruine des politiques

énergétiques et industrielles de nombreux pays, en particulier en Europe, aboutissant au désastre que nous savons. La France lui doit, pour une grande part, sa désindustrialisation, la perte de son indépendance énergétique, les insupportables hausses de prix de son électricité, la liquidation de son agriculture, la destruction de ses paysages, la décérébration de sa jeunesse, le tout sous la férule d'associations nocives et d'organismes d'État prenant les Français pour des demeurés – on se souviendra longtemps des recommandations de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) pour « *adopter un mode de vie plus écologique et consommer plus responsable* », entre autres celles encourageant le lavage modéré de nos pantalons, le reprisage de nos chaussettes, le ressemelage de nos chaussures et... la fermeture de nos volets la nuit lorsqu'il fait froid ! Pour rappel, le budget annuel de l'Ademe est de plus de 4 milliards d'euros...

Promotion de l'éco-anxiété

Cédric Ringenbach, le fondateur de feu la société Blue Choice, est également le créateur de la Fresque du climat et de l'association qui porte le même nom. Une récente brochure du CERU rappelle que cet « *outil pédagogique* », créé par un militant fortement influencé par Jean-Marc Jancovici, fervent partisan de la sobriété et de la décroissance, repose sur un jeu de cartes basé sur les rapports du GIEC. Les formateurs à la transition écologique utilisant cette Fresque « *revendiquent explicitement l'usage de l'éco-anxiété comme levier d'action et citent une étude selon laquelle 30% des participants modifient temporairement leurs comportements, principalement sous l'effet d'un choc émotionnel provoqué pendant la formation* ».

Or, l'utilisation de cette *Fresque du climat*, nous apprend le CERU, est obligatoire dans toutes les grandes écoles de commerce et les IEP, où l'écologie n'est enseignée que sous l'angle de la décroissance : « *L'écologie enseignée est le plus souvent une écologie radicale. HEC, l'EM Lyon, l'ESCP, l'ESSEC et Sciences Po*

invitent des chercheurs qui considèrent que seule la baisse de la croissance peut sauver la Terre. » L'idéologie écologiste imprègne ces établissements, et la théorie de l'Anthropocène, pourtant réfutée par la Commission internationale de stratigraphie, la plus haute instance internationale de la géologie, est la seule qui y ait droit de cité. Depuis une vingtaine d'années, les indicateurs des classements de ces établissements prennent en compte le pourcentage de cours consacrés à l'écologie et à la contribution aux objectifs de développement durable de l'ONU, donc du GIEC.

Par conséquent, tous les étudiants de 1^{ère} année de Sciences-Po ont l'obligation de suivre un cours très orienté de « Culture écologique ». Après bourrage de crâne, les étudiants de l'ESSEC, de HEC, de l'EDHEC doivent, eux, passer un test certifiant de sensibilisation au développement durable. *« Alors que les écoles de management d'autres régions du monde continuent de former des dirigeants obsédés par l'innovation, la productivité et la conquête de marchés, nous prenons le risque de fabriquer des cadres culpabilisés par la croissance, méfiants vis-à-vis du progrès technique et persuadés que la vertu principale d'une entreprise est de réduire son activité pour "sauver la planète" »,* avertit le CERU en attirant l'attention sur le fait que cet enseignement univoque, en interdisant la confrontation de points de vue différents, fabrique *« une génération homogénéisée, passée par les mêmes rituels militants, parlant le même langage, partageant les mêmes indignations, sans véritable expérience du débat contradictoire ».*

Vive les diplômés.e.s !

Emblématique de cette génération idéologisée, l'activiste Camille Étienne a obtenu un master d'économie à Sciences-Po. Elle est aujourd'hui une des prêtresses écologistes les plus en vue. Son discours formaté, radical et intersectionnel – c'est-à-dire mâtiné de néo-féminisme, de wokisme, de décolonialisme et de palestinitisme – fait le bonheur des médias progressistes, de la

gauche bobo et de l'extrême gauche, des écolos aux insoumis. Les propos préfabriqués et le débit logorrhéique de cette pythie moderne enthousiasment les dirigeants des écoles de commerce et des IEP qui l'invitent régulièrement dans leurs établissements. Les étudiants les moins doués se pâment devant cette rebouteuse idéologique maniant à la louche des « concepts scientifiques » inventés pour la cause. Certains, possédant une propension au rabâchage scolaire, au récitatif dogmatique, au « narratif » schématique, entrevoient à son écoute la possibilité d'une carrière de singe savant médiatique ! D'autres, qu'aucune médiocrité ne rebute, visent une carrière politique à la Sandrine Rousseau ou à la Marine Tondelier. Les plus paresseux imaginent une sinécure dans l'audiovisuel public. En attendant, tout ce petit monde manifeste aux côtés d'associations subventionnées prônant la décroissance en brandissant simultanément des drapeaux palestiniens et des banderoles en faveur du transgenrisme. Cherchez l'erreur !

Nos grandes écoles de commerce et nos IEP forment chaque année des centaines de jeunes gens dont beaucoup ne mettront jamais à profit leurs connaissances pour travailler, innover, créer de la richesse. Une partie de cet échec est due à l'écologisme. Une autre, au wokisme. Ces deux dogmatismes cohabitent très bien et s'entendent d'ailleurs à merveille quand il s'agit de « déconstruire » la France.



Jean-Marc Jancovici à la nuit de l'Ecologie Les Républicains, Paris, 10 octobre 2023 © JEANNE ACCORSINI/SIPA

Cet endoctrinement écologique qui gangrène les grandes écoles de commerce et les universités n'est que le prolongement d'un processus commencé dès l'école. L'Éducation nationale se targue depuis des années « *d'intégrer tout au long de la scolarité la notion de développement durable* ». Elle a diminué les heures de cours de français et de mathématiques pour faire place au dogme écologique.

De nombreuses académies incitent les établissements scolaires à utiliser la Fresque du climat. Sur son site, le ministère de la rue de Grenelle proclame que « *l'enseignement sur le changement climatique doit viser à développer une conscience écologique et citoyenne chez les élèves* », et ce dès la maternelle. Au collège, le programme d'histoire-géographie se doit de consacrer « *un thème entier à la question environnementale* » – la géographie n'est quasiment plus abordée que de ce point de vue-là. De la seconde à la première, « *les élèves devront connaître les principales limites écologiques de la croissance* » et « *l'enseignement scientifique mettra en évidence le rôle de l'être humain dans la modification du climat* ».

En terminale, toutes les matières doivent impérativement comprendre des notions écologiques de développement durable et de transition écologique. Ces directives reprennent à la lettre celles du Conseil de l'UE recommandant de « *faire de l'apprentissage au service de la transition écologique et du développement durable une priorité des politiques et programmes d'éducation et de formation* » et « *d'offrir à tous les apprenants (sic) des possibilités d'acquérir des connaissances sur la crise climatique et le développement durable* ». L'école est devenue un centre d'ingénierie sociale, une couveuse idéologique formatant les futurs « citoyens européens » rêvés par les élites bruxelloises et mondialistes.

L'État-monstre technocratique éduque ce futur citoyen, dès sa prime enfance, à « la vie affective et relationnelle, et à la sexualité », à « l'information et aux médias », à « l'écologie et au développement durable ». Plus tard, il l'instruit régulièrement des nouvelles et nombreuses normes qui régiront sa vie, lui

explique comment se nourrir frugalement, s'habiller chichement, se chauffer parcimonieusement, et pourquoi il doit, s'il veut « sauver la planète », croupir dans des clapiers à lapins, se déplacer collectivement ou, mieux encore, pas du tout, etc. – bref, il administre et planifie entièrement son existence devenue pitoyable, matériellement de plus en plus inconfortable, spirituellement de plus en plus nulle, de sa naissance à sa « mort dans la dignité » programmée. Le pire du *meilleur des mondes* n'est plus une fiction.

Duflot, vite !

L'écologisme est partie intégrante du pouvoir technocratique que cherchent à imposer Mme von der Leyen et ses laquais, commissaires, parlementaires et bureaucrates d'une UE qui a ruiné la France avec l'assentiment et la complicité de ses dirigeants. Emmanuel Macron ne déroge pas à la règle, bien au contraire. Et les bonnes nouvelles se multiplient en réalité pour les « défenseurs du climat » :

1) La Planification pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) soumettant la France aux desiderata de l'UE en termes de mix énergétique et d'investissements pharaoniques en faveur des énergies intermittentes, au détriment de notre parc nucléaire, reste d'actualité. Emmanuel Macron fera tout pour que cette planification soit votée au parlement ou, si nécessaire, adoptée par décret avant la fin de son quinquennat – ce qui signifiera la fin définitive et irrémédiable de la souveraineté énergétique française.

2) Bernard Fontana, PDG d'EDF, a récemment confirmé que la parution d'un rapport prouvant que la « modulation nucléaire » – c'est-à-dire les variations de puissance imposées à nos centrales pour donner la priorité à l'électricité produite par les énergies intermittentes – accélère le vieillissement des centrales et met en danger toute la filière, a été repoussée *sine die*. Par qui ? Devinez.

3) Après l'incroyable nomination de Dominique Voynet au Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, nous apprenons celle d'Anne Le Strat au poste de directrice générale déléguée de l'Office français de la biodiversité (OFB), en charge de la « mobilisation de la société » (*sic*) – cette dame est une écologiste politiquement très engagée qui soutient les actions les plus radicales de mouvements comme *Extinction Rébellion* et les Soulèvements de la Terre.

4) Nous pensions que, grâce à l'accord trouvé en commission parlementaire mixte, les ZFE étaient définitivement supprimées. Que nenni ! Le gouvernement vient d'annoncer le report du scrutin sur la loi de simplification de la vie économique qui devait entériner cette suppression. L'inénarrable députée macroniste Agnès Pannier-Runacher juge que ce report « *permettra peut-être à la raison de revenir* ».

5) L'association *QuotaClimat*, qui se targue de débusquer ce qu'elle appelle « la désinformation environnementale dans les médias » et saisit régulièrement l'*Arcom* pour dénoncer la « désinformation climatique » que pratiqueraient Sud Radio, *CNews* ou *Europe 1*, est en partie financée par.. l'*Arcom*, l'*Ademe* et le groupe Valorem, premier exploitant éolien indépendant français.

6) Cécile Duflot, qui a très activement participé au démantèlement du nucléaire français avec ses amis socialistes, vient de donner un entretien au magazine *Têtu* dans lequel elle considère qu'elle a maintenant « *les épaules* » pour être candidate à la prochaine élection présidentielle. Le risque de voir Mme Duflot accéder au pouvoir suprême est minime mais son pouvoir de nuisance, son CV est là pour en témoigner, est en revanche bien réel, et son retour à la vie politique ne présage rien de bon.

7) Bien que remis en cause par de plus en plus d'entreprises, en particulier celles qui touchent à l'industrie automobile et à l'agriculture, le Pacte vert élaboré par la Commission européenne n'a été amendé qu'à la marge, pour amuser la galerie et calmer

les récalcitrants. Directement inspirés d'une écologie politique coercitive, la politique climatique et le programme environnemental de l'UE entravent lourdement notre industrie et détruisent à petit feu notre agriculture. Rien ne semble pouvoir empêcher cette désintégration planifiée par les adeptes d'une idéologie qui hait l'humanité et donne souvent l'impression de n'avoir qu'un but : la réduire à néant.